Boulogne-sur-Mer, le 1er mai 2016

COMMUNIQUE DE SOUTIEN aux jeunes militants interpellés

Suite aux révélations des affaires « Panama Papers » et « Luxleaks » ainsi que dans la continuité des mouvements sociaux en opposition à la « Loi travail », les jeunes en lutte du Boulonnais se sont rassemblés devant la Société Générale, rue Victor Hugo à Boulogne-sur-Mer, le vendredi 29 avril 2016.

Dès leur arrivée, les employés de la banque ont fermé l'établissement bancaire, refusant de recevoir une délégation.

Ne trouvant pas d'interlocuteurs, ils ont symboliquement jeté des œufs et de la farine sur la façade, réclamant pour tous les citoyens « la part du gâteau » de l'évasion fiscale.

Ces événements ne sont pas comme nous avons pu l'entendre « des bêtises de jeunesse ». Il s'agit d'actes qui s'inscrivent dans un mouvement de lutte globale et suivi partout en France, qui visent à dénoncer les principaux responsables de l'actuelle « crise ».

S'il ne s'agissait que de « bêtises de gamins », pourquoi les arrestations et la répression ont-elles été si violentes ? Il s'agissait ici d'actes collectifs, décidés démocratiquement en Assemblée Générale.

Nous dénonçons fermement l'interpellation et le placement en garde à vue de cinq mineurs qui n'ont même pas été clairement identifiés comme responsables et parties prenantes de ces actions.

Des poursuites ont été engagées contre ces jeunes par le Procureur sous prétexte que les distributeurs auraient été mis hors d'état de fonctionnement. Or, qui pourrait croire que sous le climat de Boulogne-sur-Mer, les distributeurs de billets, blindés, ne soient pas étanches ? D'ailleurs ces fameux DAB ont continué à être utilisés pendant l'action et les jours suivants sans aucun incident repéré.

Nous exigeons l'arrêt immédiat de cette procédure arbitraire et disproportionnée, eu égard à la nature de l'action.

Les organisations syndicales, CGT, FO, Solidaires, FSU
Section du Boulonnais des Jeunes en Lutte